

DECISION DU MAIRE N° DEM-2023-144

8EME MODIFICATION DE L'INSTITUTION DE LA REGIE D'AVANCES DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA VILLE DE PUTEAUX.

Le Maire de la ville de Puteaux ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du code général des collectivités territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 mars 2020, autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L. 2122-22 al.7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les arrêtés du Maire en date des 29 octobre 2001 (n° 2 802), 17 juin 2002 (n° 5 300), 11 octobre 2002 (n° 6 217), 23 novembre 2006 (n° 24 389), 3 juillet 2008 (n° 1 427), 23 juin 2009 (n° 6 874), 29 mars 2011 (n° 14 391) et du 30 juillet 2012 (n° 19 953) instituant et modifiant la régie d'avances des Services administratifs de la Ville de Puteaux ;

Vu l'avis conforme du Trésorier Municipal en date du 04/05/2023

Considérant qu'il y a lieu de modifier les articles 4 et 7 en réajustant la dénomination des dépenses pouvant être réglées sur cette régie et en réduisant le montant de l'avance. ;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER : Il est confirmé une régie d'avances des services administratifs auprès du service Financier de la Ville de Puteaux.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée au 131, rue de la République – 92800 PUTEAUX.

ARTICLE 3 : La régie paie :

- Des menues dépenses de matériel :
 - Urgentes d'un montant inférieur à 500 € et non prévues dans l'objet des autres régies municipales.
 - Sur Internet et inférieur à 800 € auprès de fournisseurs ne pouvant être réglés par mandat administratif.
- Des frais de mission des agents (remboursement en numéraire jusqu'à 20 € inclus et par chèque au-delà à ce montant), incluant :
 - Les frais de péages,
 - Les frais de transport,
 - L'avance sur les frais de mission,
 - Le remboursement sur les frais de mission.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées dans l'article 3 sont réglées selon les modes de règlements suivants :

- En numéraire (à concurrence de 20 € pour les frais de mission) ;
- Par chèque ;
- Par carte bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur titulaire ès qualité du Trésorier Principal Municipal.

ARTICLE 6 : L'intervention d'un (de) mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 € (dont 500 € en numéraire),

ARTICLE 8 : Le régisseur titulaire est tenu de verser au Trésorier Principal Municipal, la totalité des justificatifs des opérations de dépenses au minimum une fois par mois, le dernier versement devra être effectué avant le 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 9 : Le régisseur titulaire percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte constitutif de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de maniement des fonds dont le taux est précisé dans l'acte constitutif de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le Maire de la ville de Puteaux et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Hauts-de-Seine,
- Monsieur le Trésorier Principal Municipal

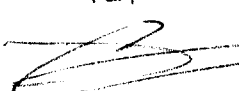
Fait à Puteaux, le

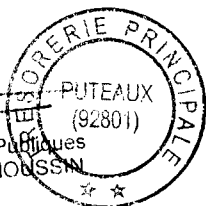
17 MAI 2023

Jean-Luc VALIERE

C.S.C Trésorier Municipal

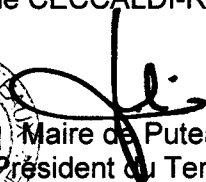
Par procuration.


Inspectrice des Finances Publiques
Véronique CORNUT-RAMOISSIN



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD




Maire de Puteaux
Président du Territoire
Paris-ouest La Défense

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère Exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication/notification